

GION

SOCIAL Grève chez le bailleur social Adoma

Les salariés inquiets pour leurs postes et leurs missions



Quatre postes, sur la vingtaine existante, seraient d'ores et déjà supprimés à Valence. Les salariés de l'Adoma ont exprimé hier leurs inquiétudes par un mouvement de grève. Le DL/M. FAURE

VALENCE

Répondant à un mouvement national et intersyndical, les salariés du bailleur social Adoma (ex-Sonacotra) de Valence ont fait grève hier lundi 28 mars devant leur local. Le but : protester contre des mesures qui aboutiront à la vente de logements sociaux et à la suppression de postes. Et ce, explique le directeur Thierry Baudoux, pour deux raisons : « Pour une meilleure maîtrise des charges qui sont trop lourdes par rapport à notre activité et parce que notre patrimoine nécessite des investissements en matière de rénovation », pour lesquels Adoma manquerait de moyens.

À Valence, l'Adoma regroupe notamment un CHRS

(centre d'hébergement et de réinsertion sociale) et un Cadda (centre d'accueil des demandeurs d'asile).

« Fragilisés »

Les salariés se sentent « fragilisés », comme l'explique Xavier Demerval, délégué syndical et intervenant social au CHRS, au nom de l'intersyndicale : « On nous parle de restructuration, mais il s'agit en fait d'un plan social... » Actuellement, la suppression de quatre postes (sur une vingtaine au total) est quasiment entérinée à Valence, bien que bloquée par les syndicats. « L'inquiétude des salariés est lucide, note le directeur, mais les mesures ne devraient toucher que des postes administratifs ou d'encadrement. »

Le sien serait d'ailleurs menacé. Les salariés dénoncent aussi la volonté de la SNI (société nationale immobilière, également bailleur social), nouvel actionnaire de l'Adoma, « de vendre les logements pour financer le plan social existant. » Et d'ajouter : « Si l'on vend le parc locatif, que vont devenir les gens dont nous nous occupons ? ».

Selon Thierry Baudoux tout ceci s'inscrit dans le cadre de la refonte totale de l'organisation territoriale d'Adoma. « C'est un passage difficile mais nécessaire. Le plan de redressement est là pour nous permettre de continuer à vivre et de maintenir nos missions. »

Viviane PROST